**Quelle stratégie d’animation territoriale de transition-adaptation ?**

**Roubaix : une histoire écolo qui n’a pas changé la vie**

Roubaix, ville industrielle textile avec de très fortes inégalités sociales et environnementales a été le terrain d’une filiation écolo assez longue depuis la mobilisation des habitants contre la rénovation urbaine de l’Alma Gare suivie d’une tentative d’organisation autogestionnaire du quartier (régie de quartier) (1973-1983), l’engagement dans le parti des Verts (1988-2015) pour accéder aux institutions, changer le fonctionnement démocratique (mairie, métropole, conseil régional, avec l’expérience de la présidence de MC Blandin (1992), une première liste verte autonome à Roubaix qui fait 11% en 2001, des vices présidences roubaisiennes au Conseil régional (2010-2015), la création d’une UPC (Université Populaire et Citoyenne) (2004) et l’affichage Roubaix en transition depuis 2009 dans la mobilisation du collectif de l’Union (2005-2014) puis du quartier du Trichon à partir de Baraka (2015- 2022) toujours en cours. C’est une histoire minoritaire souvent conflictuelle mais faite aussi de compromis successifs bâtis avec les institutions en premier lieu les municipalités socialistes puis centristes mais aussi entre les réseaux d’acteurs sociaux, associations, syndicats, partis politiques, travailleurs sociaux, coopératives. Cette histoire riche n’a pourtant pas réussi à « changer la vie » (titre du programme socialiste en 1972). Durant cette période, la pauvreté, le chômage et l’abstention se sont accrus à Roubaix, le réseau d’acteurs publics au sens large s’est délité, sans espaces de débat, sans discours politiques, sans visions territoriales. Pour continuer d’exister, beaucoup d’acteurs se sont cantonnés à être dans « la gestion » (le management) du mille feuilles des dispositifs et ont transformé leurs actions en prestations de service « rentable ».

**L’urgence, c’est l’adaptation à l’effondrement de la vie.**

L’urgence sociale et écologique a changé de nature : nous n’avons plus la prétention de changer la vie mais c’est l’effondrement de la vie qui va changer nos comportements. L’heure est donc à l’adaptation en cultivant des réseaux d’entraide, en préparant la sobriété et le rationnement, en renouant avec une économie de la subsistance, en construisant des communautés locales résilientes, disponibles pour lutter contre les destructions. Mais un tel programme n’a rien d’électoral et ne séduira que de petits groupes. Il risque même de rencontrer une hostilité de plus en plus forte de tous ceux qui resteront dans le déni quel que soit les catastrophes (comme on s’est habitué à la catastrophe permanente des pays du Sud).

Dans ce contexte, la question est comment dégager, autoriser, rendre visible des espaces d’expérimentations de nouveaux modes de vie qui puissent être pionniers dans notre région ? Nous savons qu’une partie de la population de plus en plus inquiète de l’avenir, engagée dans les « petits pas » ou/et dans des actions de solidarités associatives peut regarder avec sympathie et intérêt des expérimentations d’adaptation. C’est donc avec cette population dans sa diversité qu’il faut créer, faire vivre des espaces démocratiques de transition vers une économie de l’entraide et de la subsistance. A Roubaix c’est cette fonction que tente d’ assumer l’UPC. A titre d’exemple, l’alliance avec l’association des anciens salariés du peignage de la Tossée puis avec la coopérative Baraka (c’est-à-dire des acteurs liés à l’économie) lui ont permis d’obtenir des espaces de négociation avec les institutions pour dégager quelques expérimentations de transition écologique notamment autour de l’alimentation.

**La construction d’espaces démocratiques (sociocratiques) conviviaux**

La construction de ces espaces démocratiques (ou plutôt sociocratiques : permettant une société gouvernée par elle-même) repose sur deux éléments de base : la taille (la proximité) et l’association. Chaque individu peut nouer des relations en moyenne avec une centaine de personnes. Un espace sociocratique, des relations d’entraide, de convivialité, une économie de subsistance ne peuvent se concevoir qu’à une échelle de quelques milliers d’habitants (un quartier, quelques villages). Au-delà, il faut entrer dans un système de représentation démocratique entre les différentes communautés. Notre hypermobilité a dispersé nos lieux de vie, affaibli la notion de territoire de proximité dans lesquels les habitants cohabitent souvent sans partager grand-chose.

L’autre pilier est l’association en ce qu’elle permet le passage de l’individu au collectif à taille humaine. Elle est un lieu principal de formation à la discussion, à la citoyenneté. Ces espaces sociocratiques doivent promouvoir et privilégier l’association comme mode d’organisation pour chaque projet. L’individu porteur de projet s’inscrit alors dans un collectif associatif à qui il rend des comptes et au nom duquel il agit, à la différence de la démarche entrepreunariale. Du terreau des recherches-actions de l’UPC sont nées différentes initiatives portées par des associations préexistantes ou créées pour la circonstance. La vie associative « militante », le regroupement d’habitants en collectifs a été largement réprimé, suspecté de « faire de la politique », de manipuler les autres habitants… par de nombreuses collectivités et maintenant par l’Etat. La vie associative « militante » est donc très affaiblie, il faut la reconstruire et cela passe par un travail « d’empowerment » (redonner une capacité d’agir) des habitants en les démarchant en porte à porte, en réoccupant l’espace public avec des rencontres, des discussions conviviales pour créer ainsi de nouvelles associations. C’est que fait l’UPC à l’échelle du quartier du Trichon en distribuant un journal de quartier « L’Entraide » en porte à porte, en organisant fêtes de voisins, repas de quartier, rue aux enfants, fête du printemps de la transition, marches pour le climat, rencontres-débats…

**C’est la fin du monde mais je n’ai pas le temps.**

La fonction d’animation d’un espace démocratique convivial est stratégique. Elle demande un travail de tissage permanent de relations, de médiations, de gestion de conflits, de négociations. C’est une mission « politique » généraliste difficile à mener et à financer parce qu’à contre-courant du modèle « économique » spécialisé. Cette fonction politique doit être portée par un collectif, une association ancrée dans le territoire et assumer un leadership en proposant des contenus, un engagement dans la durée. De mon point de vue, cette fonction ne peut se cantonner dans un rôle d’appui en technique d’animation ou gestion de conflit à la demande de l’un ou l’autre acteur. C’est la fonction de leader-animateur-secrétariat général de territoire qui nous manquent et qu’il faut d’urgence établir. C’est cette fonction qui a manqué au mouvement indignés ou au mouvement EPLC pour survivre et faire fructifier le premier élan.

Ce travail suppose que quelqu’un (ou plusieurs) soit en capacité de lâcher du temps pour se consacrer à cette tâche au-delà des seuls temps faibles militants (le soir et le wend). L’idéal serait par un plaidoyer d’obtenir la création d’un réseau d’associations du type UPC-transition-adpatation, financé par des fonds publics (voire privés via des fondations ou encore la création d’une fondation dédiée) qui permettent de salarier des animateurs sociaux (au sens organizer), mais nous sommes encore loin du compte. Des convergences avec les fédérations d’éducation populaire sont peut-être à étudier pour établir ce plaidoyer. L’alternative est de mutualiser entre associations et individus des moyens pour reconnaître et dédommager une fonction d’animation reconnue comme centrale. On peut aussi imaginer des retraités, rentiers ou salariés en capacité de négocier un temps partiel choisi. On peut enfin imaginer que les consultants des communs, de la transition, de la facilitation du débat public décalent une partie de leur activité pour assumer une fonction d’animation territoriale là où ils résident. On pourra ensuite établir une université populaire régionale lieu de rencontres des différentes UPC locales et des différents animateurs territoriaux favorisant l’accélération des échanges de savoirs. Dans chaque territoire sur cette base, nous pourrions rassembler des acteurs partager cette analyse, aider à constituer un diagnostic à la fois global et local et mettre en place une association d’animation territoriale.